Russie : une politique nataliste à l’épreuve des territoires et des comportements

Description

Confrontée à une baisse persistante de sa population, la Russie soutient depuis les années 2000 des actions publiques pour soutenir les familles et augmenter la fécondité. À partir de 2022, ces politiques ont été intégrées dans une stratégie plus large.

La politique nataliste russe se heurte à de fortes disparités régionales et générationnelles. Les décisions familiales dépendent notamment de facteurs économiques, sociaux et politiques, dont l’importance est accentuée par la guerre d’ampleur en Ukraine depuis 2022. Les mesures natalistes doivent donc désormais se confronter à la diversité des territoires et des comportements.

De la politique nataliste à la gestion d’un objectif démographique

En Russie, le soutien à la natalité s’inscrit dans une politique familiale ancienne, mais le début du cinquième mandat de Vladimir Poutine, en 2024, a marqué une nouvelle étape dans sa formalisation. Le 7 mai 2024, le Président a signé un décret(1) relatif aux objectifs nationaux de développement de la Fédération de Russie. Le premier objectif mentionné concerne notamment le « soutien à la famille ». Le texte fixe des objectifs démographiques précis : l’indice synthétique de fécondité doit atteindre 1,6 enfant par femme en 2030 et 1,8 en 2036. Ces objectifs sont ambitieux au regard de la situation qui prévaut dans le pays : selon Rosstat, l’indice synthétique de fécondité(2) était de 1,41 enfant par femme en 2023, contre 1,78 en 2015. Le texte prévoit une hausse annuelle de la fécondité conduisant à une augmentation du nombre de familles de trois enfants et plus. Il exige enfin que les régions dont le niveau de fécondité était inférieur à la moyenne nationale en 2023 rattrapent, voire dépassent, cette moyenne russe.

Le décret de 2024 est donc intéressant moins en tant que déclaration générale en faveur de la famille que comme instrument de pilotage démographique : l’État fixe désormais un résultat à atteindre et demande que son évolution soit suivie à l’échelle nationale comme à l’échelle régionale.

Ces objectifs sont traduits dans le projet national « Famille », adopté le 1er janvier 2025, qui couvre la période 2025-2030. Sa conception est plus large qu’une simple politique d’augmentation des naissances. Le programme rassemble en effet des mesures relatives au soutien financier, au logement, à la santé, aux familles nombreuses et aux infrastructures destinées aux enfants.

Le cas du « capital maternel » permet de mesurer concrètement l’ampleur de l’intervention financière. Créé en 2007, il s’élevait initialement à 250 000 roubles pour la naissance d’un deuxième enfant (soit 2 700€ de 2026). En 2020, le dispositif a été étendu au premier enfant : le montant était alors de 466 617 roubles (5 039€) pour un premier enfant et de 616 617 (6 660€) pour un deuxième. En 2026, ces montants atteignent respectivement 728 921,90 roubles (7 873€) et 963 243,17 roubles (10 403€). L’évolution est donc considérable : les montants prévus ont augmenté d’environ 56 % entre 2020 et 2026.

La Russie n’a pas une seule natalité : le rôle des territoires

Les chercheurs A. Avdeev et I. Troitskaya montrent(3) que les dynamiques démographiques russes sont très différenciées selon les régions.

Cette dimension territoriale est essentielle pour comprendre la fécondité russe. Dans les régions peu peuplées, les écarts entre espaces urbains et ruraux peuvent être particulièrement importants. La mobilité interne contribue également à concentrer les jeunes adultes dans les grands pôles urbains, ce qui modifie la structure d'âge des territoires de départ comme celle des territoires d'arrivée.

La moyenne nationale constitue donc un indicateur nécessaire mais insuffisant : une même politique fédérale intervient sur des populations dont les structures démographiques et les comportements sont très différents.

Aujourd'hui, les territoires qui enregistrent encore davantage de naissances que de décès sont peu nombreux et se concentrent principalement dans le Caucase du Nord, ainsi que dans plusieurs républiques de Sibérie et d'Extrême-Orient. Entre 1995 et 2022, l'Ingouchie se distingue notamment par l'importance de son solde naturel : l'excédent des naissances sur les décès aurait représenté environ les trois quarts de sa croissance démographique, soit un gain naturel de 187 000 personnes. Au Daghestan, le solde naturel aurait contribué à hauteur de 64 % à la croissance de la population, pour un gain d'environ 880 000 personnes. Ces dynamiques positives sont principalement observées dans des républiques où la population est, historiquement, majoritairement composée de groupes ethniques non russes.

Cette concentration géographique de la fécondité élevée tend toutefois à se réduire. Les données disponibles pour 2025 montrent que seules deux régions, les républiques de Tchétchénie et de Touva, dépassent encore le seuil de remplacement des générations. De même, seules trois régions (la Tchétchénie, Touva et l'Altaï) présentent une fécondité d'au moins 1,8 enfant par femme ; elles étaient dix en 2020. Ces chiffres témoignent donc d'un recul de la fécondité jusque dans les territoires qui se distinguaient auparavant par leur dynamisme démographique.

Cette situation hétérogène est d'autant plus importante que le décret de 2024 fixe explicitement comme objectif de faire progresser les régions dont le niveau de fécondité est inférieur à la moyenne nationale : parmi eux, la République de Mordovie, l'oblast de Léningrad ou encore celui de Saratov.

Des intentions aux naissances : ce que les statistiques ne disent pas

L'une des limites d'une politique fondée sur des indicateurs de natalité est qu'elle ne renseigne pas directement sur les intentions des individus.

En mai 2023, des chercheurs ont interrogé 7 967 Russes âgés de 18 à 44 ans, avec un échantillon représentant la population selon le sexe, l'âge et le lieu de résidence(4). Ils cherchaient à comprendre comment les intentions de fécondité évoluaient dans le contexte du choc socio-économique provoqué par la guerre à grande échelle.

Le résultat est particulièrement intéressant pour comprendre les limites d'une politique fondée uniquement sur les incitations financières. Les facteurs qui expliquent la plus grande partie de la variance expliquée dans leur modèle sont liés aux perceptions subjectives de la situation et à l'état émotionnel des personnes interrogées. Les auteurs observent également que les facteurs liés à la politique, à la guerre et aux émotions peuvent se renforcer mutuellement. Les personnes qui suivent attentivement l'évolution du conflit et celles pour lesquelles la situation politique provoque peur ou anxiété sont davantage susceptibles de reporter ou d'éviter une grossesse.

Il faut toutefois rester prudent dans l'interprétation : l'étude mesure des intentions de fécondité, et non les naissances effectivement réalisées. Elle montre donc une association entre perceptions et projets reproductifs mais ne permet pas de transformer ces intentions en prédiction du nombre futur de naissances.

Les données disponibles révèlent de leur côté que le renforcement des politiques familiales intervient alors que les indicateurs de natalité continuent de se dégrader. Ainsi, en 2024, 1 222 408 enfants sont nés en Russie, soit 3,4 % de moins qu'en 2023. Le coefficient général de natalité s'établit à 8,4 naissances pour 1 000 habitants. La même année, 1 818 635 décès ont été enregistrés, soit un solde naturel négatif de 596 227 personnes. Ce chiffre est en augmentation par rapport à 2023 mais plutôt stable en comparaison à 2022.

Mais la baisse des naissances ne résulte pas uniquement d'un changement dans les préférences familiales. La diminution récente de la natalité est également liée à l'arrivée en âge de procréer de générations de femmes moins

nombreuses, notamment celles nées dans les années 1990. Cela crée une difficulté majeure pour l'évaluation des politiques publiques. Même si une politique parvenait à maintenir ou à augmenter la fécondité individuelle, le nombre total de naissances pourrait continuer à diminuer, puisque le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants, lui, baisse.

Il faut donc éviter de lire une courbe de naissances comme le reflet direct d'une politique. Une politique agit sur des individus ; mais les statistiques enregistrent le résultat d'une population dont la structure change.

À cette difficulté s'ajoute, enfin, celle du périmètre territorial des statistiques russes. Depuis 2022, les autorités russes incluent dans leurs statistiques les territoires ukrainiens qu'elles revendiquent comme intégrés à la Fédération de Russie, alors que leur statut international est contesté et que leur couverture statistique n'est pas directement comparable à celle des autres régions. Pour les comparaisons dans le temps, il est donc nécessaire de préciser le périmètre territorial retenu, particulièrement lorsqu'on compare des données antérieures et postérieures à 2022.

Notes :

(1) « Oukaz Prezidenta Rossiïskoï Federatsii ot 7 maia 2024 goda n° 309 'O natsionalnykh tseliakh razvitiâ Rossiïskoï Federatsii na period do 2030 goda i na perspektivou do 2036 goda » (Décret du Président de la Fédération de Russie du 7 mai 2024 n° 309 sur 'Les objectifs nationaux de développement de la Fédération de Russie pour la période allant jusqu'en 2030 et pour l'avenir jusqu'en 2036 »), *Kremlin*, 7 mai 2024.

(2) « Demography – Demographic indicators », *Rosstat* (portail statistique consacré aux indicateurs démographiques de la Fédération de Russie).

(3) Alexandre Avdeev et Irina Troitskaya, « La Russie en Europe : un géant démographique à la dynamique aussi fragile que celle des autres pays européens », *Espace Populations Sociétés*, 2022, Hors-série 2, pp. 144-152.

(4) Elena Vakulenko, Dmitriy Gorskiy, Valeria Kondrateva et Ilya Trofimenko, « Periods of high uncertainty: How fertility intentions in Russia changed during 2022–2023 », *Demographic Research*, vol. 52, n° 29, 2025, pp. 939-970.

Vignette : Taux brut de natalité en Russie de 1990 à 2025 (source : Rosstat.gov.ru)

* Agathe Mallégol est étudiante russisante en Master 2 de Relations internationales à l'INALCO.

Pour citer cet article : Agathe Mallégol (2026), « Russie : une politique nataliste à l'épreuve des territoires et des comportements », *Regard sur l'Est*, 26 octobre. 10.5281/zenodo.23863427

Retour en haut de page

date créée
26/10/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Agathe Mallégol*